



United Nations  
University

**WIDER**

World Institute for Development Economics Research

Discussion Paper No. 2002/14

## **Déterminants de l'endettement extérieur des PPTE**

Cas de la Côte d'Ivoire

Leonce Yapo \*

Janvier 2002

### **Abstract**

In the 1980s most of Sub-Saharan African countries (SSA) especially the HIPC's faced an unprecedented indebtedness. Different mechanisms of debt relief as well as economic reforms have been put in place with the objective of enabling these countries to reach long-term economic growth and reduce their financial dependence through improvements in their external competitiveness as well as exiting from reschedulings flows cycle.

Although this technical and financial assistance, in the context of IMF and World Bank supported programmes to restore financial imbalance, we notice that HIPC's continue to experience a level of debt that is unsustainable. And then, this stock of debt and debt service burdens risk worsening their social and economic development. Research on the determinants of HIPC's external indebtedness could be interesting, because of the wide consensus that durable solutions to SSA's external indebtedness may be subject to the understanding of the factors influencing indebtedness and the interactions between them. .../.

Keywords: external debt determinants, econometric model, HIPC debt relief, Côte d'Ivoire

JEL classification: O11, C32, F34, O55

Copyright © Author(s) 2002

\* African Development Bank (AfDB) Abidjan

This is a revised version of the paper originally prepared for the UNU/WIDER development conference on Debt Relief, Helsinki, 17-18 August 2001.

UNU/WIDER gratefully acknowledges the financial contribution from the governments of Denmark, Finland and Norway to the 2000-2001 Research Programme.

This paper contributes to the debate on the quantitative economic and financial factors that have led to external indebtedness with an empirical analysis of the Côte d'Ivoire case. It concludes that the debt service ratio, the import goods and services, the evolution of the terms of trade, real growth of GDP, and population size are the main factors. The paper investigates to what extent HIPC countries could maintain long-term debt sustainability, so that it could contribute to their long-term economic and social development.

### **Abréviations et Sigles**

APD	Aide Publique au Développement
AID	Association Internationale pour le Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
C. I.	Côte d'Ivoire
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
BMD	Banque Multilatérale de Développement
PAS	Programme d'ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PPTE	Pays pauvres très endettés
SD	Service de la dette
VAN	Valeur actuelle nette

*UNU World Institute for Development Economics Research (UNU/WIDER) was established by the United Nations University as its first research and training centre and started work in Helsinki, Finland in 1985. The purpose of the Institute is to undertake applied research and policy analysis on structural changes affecting the developing and transitional economies, to provide a forum for the advocacy of policies leading to robust, equitable and environmentally sustainable growth, and to promote capacity strengthening and training in the field of economic and social policy making. Its work is carried out by staff researchers and visiting scholars in Helsinki and through networks of collaborating scholars and institutions around the world.*

UNU World Institute for Development Economics Research (UNU/WIDER)  
Katajanokanlaituri 6 B, 00160 Helsinki, Finland

Camera-ready typescript prepared by Liisa Roponen at UNU/WIDER  
Printed at UNU/WIDER, Helsinki

The views expressed in this publication are those of the author(s). Publication does not imply endorsement by the Institute or the United Nations University, nor by the programme/project sponsors, of any of the views expressed.

ISSN 1609-5774  
ISBN 92-9190-146-6 (printed publication)  
ISBN 92-9190-147-4 (internet publication)

## Introduction

Au cours des deux dernières décennies, le contexte économique de l'ensemble des pays pauvres très endettés (PPTE)<sup>1</sup> en général, et de la Côte d'Ivoire en particulier, a été marqué par un endettement sans précédent. La crise de la dette dans les pays en développement continue de retenir l'attention des médias. Les différents sommets des chefs d'Etat des pays les plus industrialisés et les consultations des bailleurs de fonds en ont fait une préoccupation majeure. Les gouvernements et la communauté financière internationale font face à un environnement hostile au processus de développement économique et social : déficit budgétaire insupportable, accumulation d'importants arriérés de paiement et faible taux de croissance. Le contexte économique international a joué un rôle prépondérant dans l'aggravation de la crise : fluctuation des taux de change, baisse du prix des matières premières et détérioration des termes de l'échange, hausse des taux d'intérêt et baisse des prêts assortis de conditions concessionnelles. En outre, cette crise est imputable aux politiques internes : mauvaise gestion de la dette publique et de l'allocation des ressources, absence de discipline financière rigoureuse.

Cette faiblesse économique et financière a suscité à long terme un excès de la dette par rapport à la capacité de service de la dette des PPTE. C'est ainsi qu'entre 1970 et 1979, leur dette totale se chiffrait à plus de 30,92 milliards de dollars, représentant 79 % des exportations et 20,25 % du produit national brut. C'est à partir de 1980 que les principaux indicateurs de la dette se détériorent. La dette totale de l'ensemble des PPTE s'établit alors à 145,5 milliards de dollars, soit à 195 % et à 23.5 % pour ce qui est des ratios dette/exportations et service de la dette/exportations.

La Côte d'Ivoire n'échappera pas à cette crise de l'endettement. Malgré une forte croissance économique due à la hausse des recettes d'exportation du cacao et du café, le pays va connaître une conjoncture économique et financière difficile. Au cours de la période couvrant les années 80 et 90, les ratios de la dette aux exportations et au PNB sont passés respectivement de 204,5 % à 461,9 % et de 76,9 % à 195,9 %, dépassant ainsi les seuils tolérables (Annexe Table 2). En 1990, les arriérés de paiement dus aux créanciers officiels et privés sont respectivement estimés à 89,6 millions de dollars, dont 16,3 millions (18 %) pour le principal et 73,3 millions (82 %) pour les intérêts, et à 2.5 milliards de dollars dont 1,7 milliard (68 %) pour le principal et 0,8 milliard (32 %) pour les intérêts.

La crise économique et financière a conduit à la mise en œuvre, au cours des années 80, du programme d'ajustement structurel (PAS) avec l'appui notamment de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Si ces assistances ont atténué, à court terme, les problèmes de liquidité liés au service de la dette, elles ont connu dans leur ensemble des résultats mitigés. Pire, le fardeau de la dette demeure encore lourd et continue de croître, si bien que certains pays en sont arrivés à une dette dont ils ne peuvent aujourd'hui assurer le service. Les nouvelles réformes économiques tout remettant en cause l'intervention de l'Etat dans les domaines clés de l'économie à travers la régulation structurelle et la libéralisation de l'économie s'efforcent de

---

<sup>1</sup> L'ensemble des PPTE comprend 32 pays : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo et Zambie.

rechercher une politique de stabilisation macro-économique optimale et une gestion efficiente des finances publiques. Ces réformes visent à engendrer une nouvelle dynamique susceptible de réduire la dépendance économique et financière vis-à-vis de l'extérieur.

Notre réflexion portera sur les facteurs explicatifs de l'endettement extérieur de la Côte d'Ivoire. Le diagnostic de cet endettement sera la première étape de notre démarche. Puis nous noterons les objectifs et hypothèses de l'étude et la revue théorique de l'endettement. Nous présenterons ensuite les caractéristiques (ampleur, évolution et composition) de la dette ivoirienne et les différentes politiques conçues pour sortir de cette impasse économique. Au regard de la revue théorique et des caractéristiques de la dette extérieure, nous entreprendrons une analyse empirique par l'application économétrique au cas de la Côte d'Ivoire. L'étude sera bouclée par l'interprétation des résultats et des recommandations en termes d'actions et de stratégies concourant à renforcer les politiques d'allègement de la dette extérieure.

## **1 Problématique**

Dès le début des années 80, la Côte d'Ivoire est confrontée à une crise macro-économique et financière persistante avec en point de mire le problème de la dette extérieure. Le tarissement des sources traditionnelles de financement obligeait le gouvernement à modifier le cadre de sa politique économique et à réviser les modalités de son financement public. Au plan macro-économique, il apparaît un ralentissement du taux de croissance, une balance commerciale déficitaire, une détérioration des termes de l'échange, un déficit budgétaire récurrent, un endettement excessif et un service de la dette insoutenable par rapport aux ratios moyens de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (table 1, p. 5) et une croissance démographique galopante.

Les conséquences sont immédiates : détérioration des soldes courant et global de la balance des paiements, faiblesse persistante de l'épargne et accumulation des arriérés de paiement due aux obligations annuelles au titre du service de la dette extérieure (Annexe Table 5). Parallèlement, le pays est obligé de négocier auprès des Clubs de Paris et de Londres pour les restructurations respectives de sa dette bilatérale et privée. Ainsi, en dix ans, la Côte d'Ivoire a bénéficié de sept accords de rééchelonnements, soit un montant consolidé de près de 5 milliards de dollars dans le cadre de sa dette bilatérale (Annexe Table 6). Les négociations avec le Club de Londres ont été toujours difficiles, notamment en raison de la réticence des banques commerciales à accepter une forte décote et de l'absence des ressources concessionnelles suffisantes pour garantir de nouveaux accords.

Au plan social, la pauvreté prend de l'ampleur, avec plus 50 % de la population ivoirienne, surtout rurale, vivant au-dessous du seuil de pauvreté. La crise sociale s'est manifestée, entre autres, par des revendications syndicales répétées, un chômage élevé et une baisse de l'offre des services éducatifs et des soins de santé de base due essentiellement à la chute des investissements dans ces secteurs.

Des mesures d'austérité budgétaire, de stabilisation et de réformes structurelles ont été mises en œuvre par le biais des programmes d'ajustement structurel et de réformes économiques avec l'assistance technique et financière des partenaires au

développement. Malgré l'engagement des politiques économiques nationales et l'assistance de la communauté financière internationale, force est de constater que la Côte d'Ivoire continue de connaître un endettement insurmontable. La dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure est plus forte que jamais, si bien que le pays est obligé d'accumuler des arriérés menaçant tout développement économique et social durable.

Si l'on table que la recherche d'une solution appropriée à la question de l'endettement passe nécessairement par la connaissance ses facteurs agissants et le sens de leurs interactions, il est alors digne d'intérêt de s'interroger sur les causes significatives de l'endettement extérieur de la Côte d'Ivoire.

L'objectif de la présente étude est de déterminer les facteurs qui influent significativement sur l'endettement extérieur de la Côte d'Ivoire. Un tel exercice permettrait de réévaluer les facteurs explicatifs de la dette et de fournir les bases d'une gestion plus adaptée de celle-ci, surtout au moment où la communauté internationale et les gouvernements s'accordent à reconnaître que le fardeau de la dette constitue une véritable entrave au développement économique et social des pays concernés.

L'hypothèse de la présente étude est l'existence d'une corrélation entre le service de la dette antérieure, l'évolution des termes de l'échange, le taux de croissance du PIB, le ratio balance fiscale/PIB, les importations de biens et services et la croissance démographique. Par delà, des facteurs tels le service de la dette antérieure, les importations et la croissance démographique pourraient encourager l'endettement. En revanche, un ratio positif balance fiscale/PIB, l'amélioration des termes de l'échange et la croissance du PIB le décourageraient. Pour le démontrer, nous mettrons en évidence la relation qui existe entre le niveau de l'endettement extérieur et les indicateurs susceptibles de le déterminer. Il s'agira alors de montrer le sens et le poids de leur influence respective sur l'endettement extérieur.

- i) Quels sont les facteurs significatifs de l'endettement extérieur des pays pauvres très endettés et particulièrement de la Côte d'Ivoire ?
- ii) Quelles sont les conséquences de l'endettement excessif et l'accumulation des arriérés de paiement sur la crédibilité de l'Etat ?
- iii) L'allègement total ou partiel du fardeau de la dette est-il la solution aux difficultés récurrentes des économies africaines ?
- iv) L'Initiative PPTE jette-t-elle définitivement les bases pour le maintien d'un endettement soutenable ou est-elle le scénario efficace pour rompre le cercle vicieux de l'endettement des pays pauvres ?

Telles sont les interrogations auxquelles nous serons amenés pour cerner la problématique et les contours de la question de l'endettement extérieur.

## **2 Cadre théorique et revue de la littérature ad hoc**

Pour les keynésiens, l'endettement n'entraîne généralement pas de coûts, ni pour les générations présentes, ni pour les générations futures en raison des investissements nouveaux qu'il génère. Dans la théorie keynésienne, le modèle de l'endettement de

l'Etat part de la demande globale et des effets multiplicateur et accélérateur, caractéristiques fondamentales de cette théorie. Selon cette approche, l'endettement favorisant la relance de la demande entraîne par l'effet accélérateur une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement, lequel provoque à son tour une hausse de la production. Le déficit budgétaire, qui conduit par ses flux successifs à augmenter le stock de dette, génère une expansion du cycle économique par la demande et l'investissement autonome. Le déficit auquel correspond l'emprunt stimule la demande et permet d'alléger le coût de son remboursement. Cet argument reste plausible tant que le sous-emploi des ressources productives existe, toujours selon la thèse keynésienne.

Hostiles à l'idée d'un endettement public favorisant l'accumulation du capital et la consommation des générations futures ou présentes, les classiques assimilent l'endettement à l'impôt futur et imputent à l'Etat une connotation négative. Selon Ricardo (1817), les citoyens voient dans l'emprunt un impôt différé dans le temps et se comportent comme s'ils étaient contraints de payer ultérieurement un impôt pour rembourser cet emprunt, quel que soit le décalage intergénérationnel. En d'autres termes, le comportement des agents économiques est guidé par une anticipation à la hausse des impôts. Toutefois, une réserve peut être introduite selon la nature ou la qualité des dépenses (dépenses de transfert ou d'investissement) financées par l'emprunt.

Barro (1989) montre qu'une politique de déficit budgétaire financée par l'emprunt reste sans effet sur l'activité économique, dans la mesure où les agents ne sont pas victimes de l'illusion fiscale. Ces agents anticipent alors une hausse des impôts destinés à rembourser l'emprunt en constituant une épargne d'un montant équivalent à l'endettement public (Théorème d'équivalence ou de Barro-Ricardo). Dittus (1989) met l'accent sur la relation théorique entre pression fiscale et remboursement de la dette. Il existe au moins des coûts associés aussi bien à l'endettement qu'à sa résorption. V. Hayek (1989) dénonce quant à lui l'endettement comme étant équivalent à une croissance artificielle fondée sur un investissement supérieur à l'effort d'épargne national et provoquant un ajustement par l'inflation. Ainsi, tous les efforts expansionnistes à court terme de l'endettement semblent devoir s'inverser et entraîner à terme un renversement du cycle augurant une phase de lourde récession.

Krugman (1988), Sachs (1989), Froot (1989) et de Calvo (1989) ont notamment démontré empiriquement que l'accumulation de la dette et son service constituaient une taxe sur la production future et décourageaient l'investissement par l'effet d'éviction. Eichengreen et de Portes (1986) se sont intéressés à l'identification des déterminants du stock de la dette d'une trentaine de pays à un moment donné (1955) de leur économie. L'endettement excessif et le défaut de paiement tendent en effet à réduire le taux de croissance réel et la crédibilité de l'Etat. Aussi, Claessens (1990), Warner (1992) et surtout Borensztein (1990) ont-ils identifié, par des modèles économétriques, le service de la dette comme un déterminant qui influençait négativement l'endettement extérieur. Borensztein a conclu dans une étude économétrique des données de la dette des Philippines, que l'encours et le ratio service de la dette/exportations ont globalement un effet inverse sur la formation du capital privé et sont des incitatifs à l'endettement du pays.

### 3 Caractéristiques de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire

Durant les décennies 60 et 70, le stock de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire et son service paraissaient encore, en termes absolus, soutenables et modestes. Cela était rendu possible par un taux de croissance réel de près de 7,1 % du PIB, une amélioration sensible de tous les indicateurs macro-économiques et surtout le développement des cultures d'exportation du café, du cacao et du bois, lesquelles ont permis pendant plus de vingt ans d'accumuler d'importants surplus financiers. C'est à partir de 1980 que le fardeau de la dette s'est notablement alourdi au point de faire de la Côte d'Ivoire l'un des pays les plus endettés de l'Afrique au Sud du Sahara. Sa dette s'élevait à 7,5 milliards de dollars en 1980 contre 17 milliards en 1990, soit un accroissement de près de 2,5 fois en dix ans. Selon la classification de la Banque mondiale (1993) concernant l'endettement de l'ensemble des pays subsahariens, la Côte d'Ivoire se place au deuxième rang, suivant le Nigeria, des dix pays les plus endettés de la région, soit 33 et 19 milliards de dollars respectivement. En outre, les indicateurs clés montrent que le fardeau de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire reste critique. Les ratios dette/PNB et service de la dette/exportations sont passés respectivement de 76,9 à 195,9 % et de 38,7 à 34,2 % de 1980 à 1990. Dans le même temps, l'ensemble de l'Afrique subsaharienne passait respectivement de 23,5 à 63,0 % et de 7,2 à 12,9 % pour les ratios dette/PNB et service de la dette/exportations (voir Table 1). Ces indicateurs font de la Côte d'Ivoire l'un des 41 pays du monde, et des 31 pays d'Afrique, considérés à la fois pauvres et sévèrement endettés.

Table 1  
Evolution comparative des Indicateurs de la dette de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique subsaharienne (%)

	1980	1990	1995	1998
<b>Côte d'Ivoire</b>				
Dette/Exp	204,5	461,9	417,5	280,5
Dette/PNB	76,9	195,9	209,9	145,4
SD/ Exp	38,7	34,2	23,1	26,1
Int/Exp	18,8	18,0	9,3	13,5
Int/PNB	7,1	7,6	4,7	7,0
Res/Mois	0,1	0,1	1,4	2,0
<b>Afrique subsaharienne</b>				
Dette/Exp	65,5	209,6		238,9
Dette/PNB	23,5	63,0		72,3
SD/ Exp	7,2	12,9		14,7
Int/Exp	3,8	6,3		5,4
Int/PNB	1,4	1,9		1,7
Res/Mois	3,0	2,0		3,0

Source : Banque mondiale Global Development Finance (1999a).

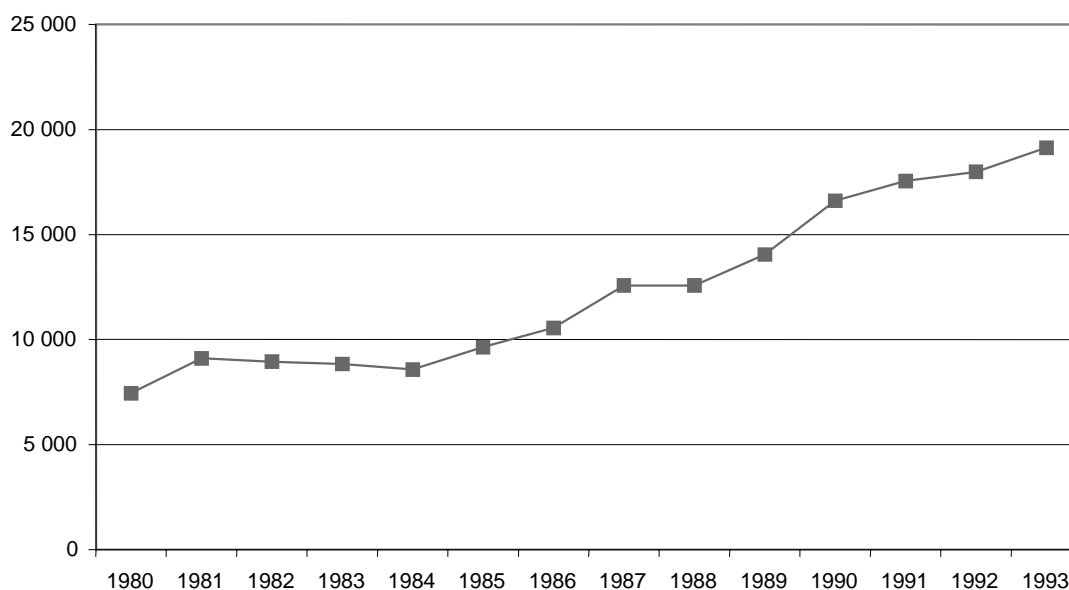
La composition de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire a beaucoup évolué de 1975 à 1995 vis-à-vis des créanciers officiels et privés. Cette dette est composée en partie de créances privées accumulées durant les trois quinquennats qui ont suivi son accession à l'indépendance. Cette situation économique internationale s'explique par la bonne tenue du binôme café/cacao qui assurait plus des deux tiers des entrées de devises étrangères du pays. En 1975, 41 % de l'ensemble de la dette publique extérieure était du ressort des créanciers privés (dette à long terme), contre 29 % concernant les créanciers officiels

(voir graphique 2). Il a fallu attendre 1995 pour que cette tendance s'inverse : seuls 16 et 60 % de la dette sont détenues respectivement par les créanciers privés et officiels. Cette nouvelle configuration de la dette extérieure est la réponse à l'accumulation des arriérés de paiements dus aux créanciers privés et aux risques importants auxquels ils étaient exposés.

Le niveau de concessionnalité de l'ensemble de la dette extérieure reflète globalement l'évolution de la composition de cette dette entre les différents créanciers. Les prêts concessionnels ont augmenté de 6 % en 1981 à 25 % en 1995. La part des décaissements de prêts à caractère concessionnel dans l'ensemble des financements officiels a évolué de 17 % en 1981-85 à 70 % en 1991-95, suite à l'éligibilité de la Côte d'Ivoire aux crédits AID après la dévaluation du franc CFA en 1994. Il en résulte que la moyenne du *grant element* des nouveaux engagements des créanciers officiels a subi un accroissement de 11 % en 1975 à 65 % en 1995.

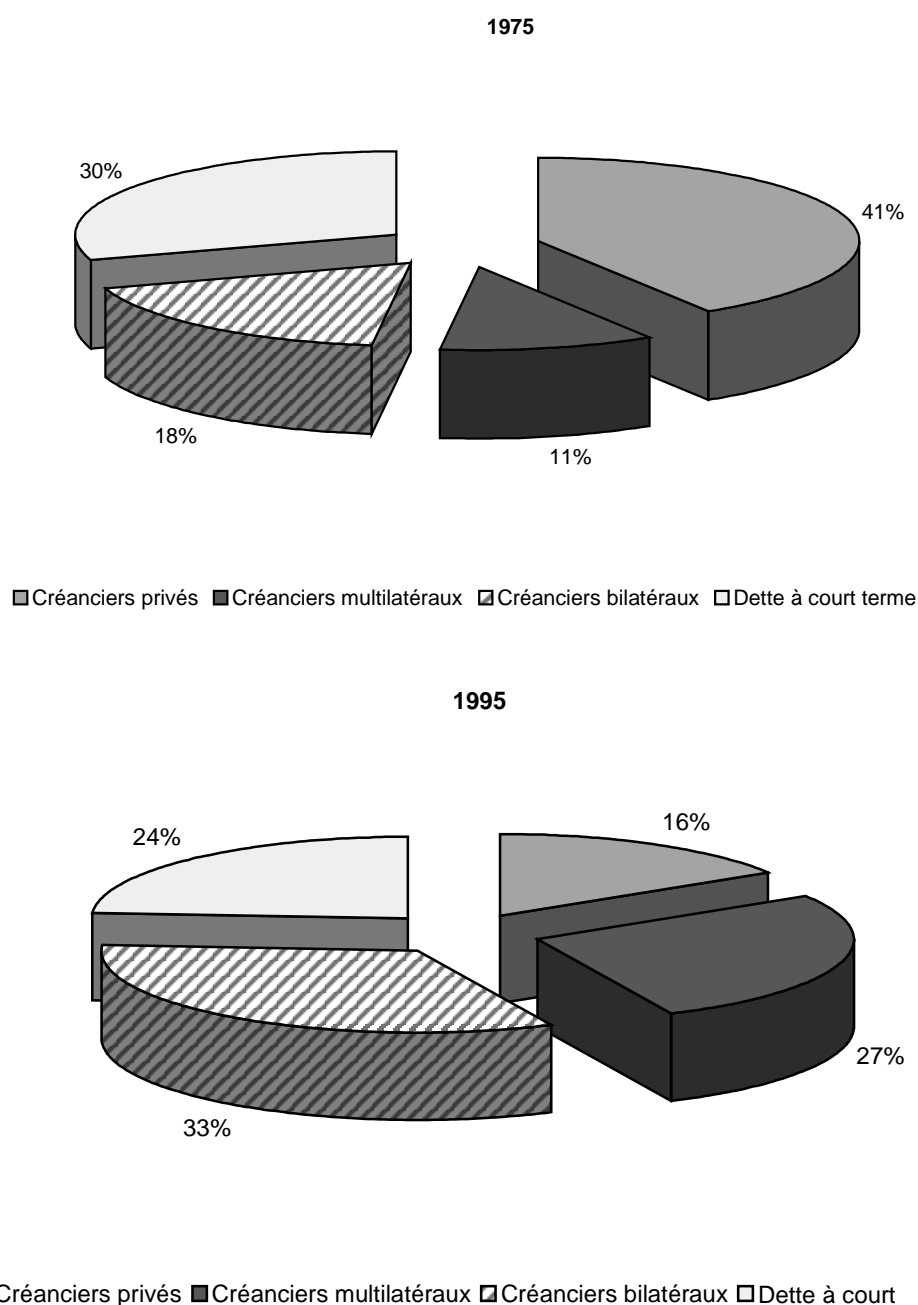
Les causes de l'endettement extérieur de la Côte d'Ivoire comme de l'ensemble des PPTE sont multiples. Il ressort d'une étude réalisée en 1998 par le Département de Recherche du FMI et portant sur une dizaine de pays africains lourdement endettés, dont la Côte d'Ivoire, que les principaux facteurs explicatifs exogènes et endogènes de l'endettement extérieur du pays sont la détérioration des termes de l'échange due aux fluctuations défavorables du cours des principales matières premières, les aléas climatiques, l'accumulation des arriérés de paiements, le manque de programmes d'ajustement structurel et de réformes macro-économiques cohérentes et soutenues, l'absence de toute gestion de la dette publique, le faible taux de croissance de l'économie et, enfin, le faible niveau des prêts concessionnels et des politiques de refinancement.

Graphique 1  
Evolution de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire 1980-93 (en millions de dollars)





Graphique 2  
Composition de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire en 1975 et en 1995 en (%).



Source : World Bank.

#### 4 Initiatives en matière d'allégement de la dette

Depuis que l'éclatement de la crise de la dette en 1982, des mécanismes traditionnels internationaux de réduction de la dette ont été mis en œuvre, parmi lesquels figurent les Plans Baker et Brady (1985), les Termes de Toronto (1988), les Termes de Londres (1991), les Termes de Naples (1995) et les Termes de Lyon (1996). Les dettes commerciale et bilatérale ont fait appel à la conversion avec une importante décote des créances en titres ou participations au capital négociables et à la restructuration des

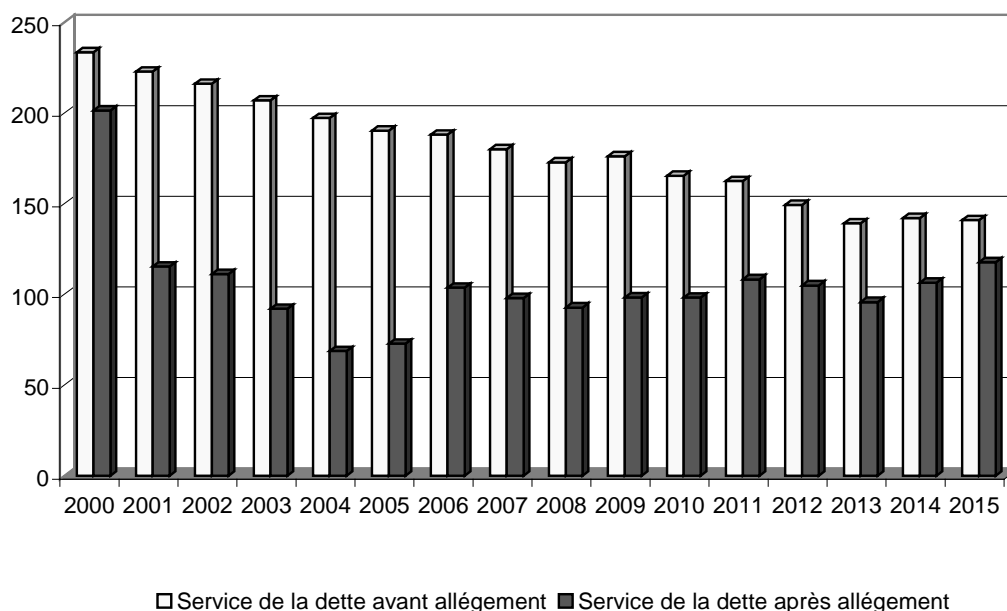
obligations échues en obligations dotées d'échéances plus longues et de conditions de remboursement plus favorables.

Les conditions de Toronto prévoient la réduction d'un tiers de la dette officielle bilatérale éligible venue à échéance. Les conditions de Londres, qui portent sur une réduction de moitié – tandis que celles de Naples accordent une réduction des deux tiers du service de la dette bilatérale échue en valeur actuelle nette – sont autant d'initiatives importantes qui vont dans le sens d'une plus grande concessionnalité des financements accordés à l'ensemble des pays très endettés. Malgré ces initiatives, la situation de la dette extérieure des PPTE n'a jamais été aussi. La viabilité extérieure et la croissance durable demeurent une perspective toujours lointaine pour l'ensemble de ces pays.

Le besoin d'examiner de nouvelles approches et stratégies comme de nouvelles options de traitement de l'ensemble a suscité la mise en place par le FMI, la Banque mondiale et l'ensemble des banques multilatérales de développement (BMDs) de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).<sup>2</sup>

C'est dans ce cadre que le FMI et la Banque mondiale sont convenus d'appuyer un plan de réduction de la dette de la Côte d'Ivoire. Le volume total de l'aide que le pays devrait recevoir de ses créanciers extérieurs s'élève à 345 millions de dollars, en valeur actuelle nette (VAN) l'équivalent de 800 millions de dollars en termes nominaux. La Banque mondiale et le FMI devraient fournir, respectivement, 91 et 22,5 millions de dollars en valeur actuelle nette. Le point d'achèvement du processus d'application du plan de réduction de la dette a été fixé à mars 2001, mais cette assistance a été suspendue faute de programmes entre la Côte d'Ivoire et ces institutions.

Graphique 3  
Impact de l'allègement sur le profil du service de la dette des 19 PPTE sur 15 ans (en millions de dollars)



<sup>2</sup> Selon la classification faite par les institutions de Bretton Woods sur la viabilité de la dette, un pays est jugé avoir une position extérieure soutenable lorsqu'il est censé honorer intégralement ses obligations actuelles et futures sans recourir à l'allègement, rééchelonner sa dette ou accumuler des arriérés et sans hypothéquer indûment sa croissance économique.

A ce jour, 19 pays<sup>3</sup> bénéficient d'un allègement de leur dette en vertu de PPTE, qui s'est concrétisée par une réduction d'au moins 80 % de leur obligation annuelle due au titre du service de la dette sur une durée de quinze ans. Cette assistance financière s'élevait à 14,7 milliards de dollars en valeur présente, fin décembre 1999, dont 4,3 milliards, 1,5 milliard et 1,3 milliard proviennent respectivement de la BM (AID), du FMI et du Groupe de la Banque Africaine de Développement. La réduction de l'endettement est déterminée par un coefficient de réduction commun.<sup>4</sup> Selon une étude réalisée en février 2001 par l'Unité PPTE (février 2001) sur l'impact de l'initiative, le service de la dette devrait passer d'environ 16,8 à 8 % des exportations et, de 3,7 % à 2 % du PIB dans l'ensemble des 22 pays ayant atteint le point de décision en 2000. Toutefois, le succès de cette initiative réside dans sa capacité financière et opérationnelle à coordonner les activités de conversion des ressources dégagées en investissements sociaux et surtout à créer les conditions de maintien de l'endettement à un seuil soutenable et à offrir un environnement propice à une croissance économique durable. Car cette assistance financière s'inscrit comme une solution ou un préalable au processus de solution du problème de l'endettement des PPTE. Le graphique 2 montre ci-dessus l'impact de l'engagement du Groupe de la BAD sur le profil du service de la dette des pays approuvés vis-à-vis de l'institution à l'horizon 2015.

## 5 Application économétrique

Les liens entre le degré d'endettement et certaines variables macro-économiques ont fait l'objet de recherches économétriques. Ojo (1989) a conclu que le rapport encours de la dette/PIB d'une trentaine de pays africains de 1976 à 1984 était lié à la variation des exportations (X), au rapport importations/PIB (M), à la population (Pop) et au taux de croissance du PIB (Y) :

$$(\beta)_{it} = a_0 + a_1 * X_{it} + a_2 * M_{it} + a_3 * \log(\text{Pop})_{it} + a_4 * Y_{it} + \mu_{it} \quad (1)$$

Nous apporterons quelques modifications au modèle de base. Ces modifications obéissent à un souci de disponibilité de données et d'orientation d'étude.

Ainsi, le poids de l'endettement extérieur de la Côte d'Ivoire sera calculé par le ratio de l'encours de la dette en fin de période au produit intérieur brut (DPIB). Les variables indépendantes sont : le ratio du service de la dette aux exportations (DSEX), les importations de biens et services (M), les termes de l'échange (TEXC) avec 1990 comme année de base, la balance fiscale comme pourcentage du produit intérieur brut (BFPIB), le taux de croissance du produit intérieur brut (TCPIB) et la population (POP). Les données annuelles sont issues de la base de données du FMI (octobre 2000). Notre approche consiste à évaluer l'expression (3) en économétrie des séries chronologiques. Les données annuelles sur la dette extérieure de la Côte d'Ivoire couvre la période de 1975-1999.

<sup>3</sup> Ces pays comprennent le Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Rwanda, Sao Tomé & Príncipe, Sénégal, Tanzanie, Ouganda et Zambie. (Le Tchad a atteint son point de décision en mai 2001).

<sup>4</sup> Le pourcentage de réduction de la dette que chaque créancier doit accorder au point de décision sur sa part du stock de la dette pour que le pays puisse atteindre son seuil d'endettement tolérable.

Le service de la dette aux exportations traduit en effet le niveau du service de la dette par rapport au volume de recettes en devises dont dispose toute l'économie. Les importations rapportées au PIB reflètent le ratio des importations par rapport à la capacité de création de revenu de l'économie dans son ensemble. Elles expriment aussi le niveau de sorties de devises par rapport à la base des ressources. Les termes de l'échange donnent l'évolution de la valeur relative des exportations par rapport aux importations. La balance fiscale par rapport au PIB exprime le solde budgétaire par rapport au poids économique du pays. Le taux de croissance détermine l'évolution quantitative du développement économique, en termes réels.

$$\begin{aligned} (\text{DPIB})_t = & \beta_0 + \beta_1 * \text{DSEX}_{t-2} + \beta_2 * M_t + \beta_3 * \text{TEXC}_t + \beta_4 * \text{BFPIB}_t \\ & + \beta_5 * \text{TXPIB}_t + \beta_6 * \text{POP}_t + \mu_t \end{aligned} \quad (2)$$

Le choix des variables du modèle prend en compte les réalités politiques, économiques et financières de la Côte d'Ivoire. Nous utiliserons un retard de deux ans sur la variable SDEX. Cela répond à une volonté d'observer l'influence du décalage temporel de la variable sur le niveau d'endettement. Les informations sur le meilleur retard possible ont été obtenues grâce aux statistiques de Akaike Information Criterion (AIC) et de Schwarz Criterion (SC) sur le logiciel Eviews. Aussi convient-il de souligner que la transformation logarithmique de certaines variables répond à un double souci. Il s'agit d'abord d'éviter les problèmes liés aux effets de grandeur, puis de faciliter les interprétations avec les élasticités entre les variables explicatives et l'endettement (Bourbonnais, 1998).

$$\begin{aligned} \text{Log}(\text{DPIB})_t = & \beta_0 + \beta_1 * \text{Log}(\text{DSEX})_{t-2} + \beta_2 * \text{Log}(M)_t + \beta_3 * \text{Log}(\text{TEXC})_t \\ & + \beta_4 * \text{BFPIB}_t + \beta_5 * \text{TXPIB}_t + \beta_6 * \text{Log}(\text{POP})_t + \mu_t \end{aligned} \quad (3)$$

Nous sommes parvenus aux résultats suivants grâce au logiciel Econometric views (Eviews). Les tests de Dickey-Fuller Augmented (*annexe R1 à R3*) nous ont permis de mettre en place les caractéristiques stochastiques des chroniques, à partir de la statistique de MacKinnon. Seule la variable BFPIB suit un processus aléatoire ou stochastique variant évoluant avec le temps. Toutefois, certaines explications pourraient motiver le comportement de cette variable : sa pertinence et sa qualité. Nous ne pouvons donc l'associer au modèle au risque de faire des prévisions 'fallacieuses' et contradictoires. Il existe des relations d'équilibre de long terme entre les variables confirmées par le test de 'Johansen Cointegration'. La valeur du ratio de vraisemblance est supérieure aux valeurs critiques à 5 % et 1 %. La règle de décision est le rejet de l'hypothèse nulle d'absence de relation cointégrante (*annexe R4*).

L'équation estimée (*annexe R5*) est donnée par :

$$\begin{aligned} \text{LDPIB} = & -6.09 + 0.28 * \text{LDSEX}_{t-2} - 0.18 * \text{LM} + 0.96 * \text{LTEXC} - 0.01 * \text{TCPIB} + 2.60 * \text{LPOP} \\ & (2.46) \quad (0.14) \quad (0.23) \quad (0.35) \quad (0.01) \quad (0.17) \\ R^2 = & 0.97 \quad R_{\text{ajusté}} = 0.96 \quad F = 108.51 \quad D.W = 2.01 \quad N = 25 \end{aligned} \quad (4)$$

## 6 Interprétation des résultats

Le schéma d'endettement de la Côte d'Ivoire est bien expliqué par le modèle, avec un degré de confiance de 95 %. Nous tenterons de donner dans les lignes qui suivent une interprétation du modèle et d'en faire ressortir les implications.

Le ratio du service de la dette aux exportations influence significativement la dette extérieure de la Côte d'Ivoire. En effet, il existe une relation positive qui signifie que plus le service de la dette relativement aux exportations est important, plus le pays a tendance à s'endetter davantage. Lorsque le service de la dette augmente de 1 %, la dette par rapport au produit intérieur brut subit un accroissement de 27 %, toutes choses égales par ailleurs. Les possibilités d'endettement seront significativement atténuées par toute initiative tendant à maintenir un environnement propice ou à réduire les obligations annuelles dues au titre du remboursement du principal (amortissements des emprunts) et du paiement des intérêts. L'allègement du service de la dette représente une variable stratégique et incontournable dans les politiques nationales de désendettement. Les nouveaux prêts contractés servent à assurer le service de la dette antérieure, toute chose qui retarde l'amélioration de la situation économique du pays. Par ailleurs, l'accumulation des arriérés peut occasionner un discrédit sur la solvabilité des économies des PPTE, qui se traduit d'une part, par l'évolution de leurs créances sur le marché secondaire et d'autre part, par le risque de voir certains organismes de financement se détourner pour longtemps du pays (pays à risque).

Le taux de croissance du PIB suit une évolution opposée à l'endettement du pays. Un taux de croissance économique assez élevé réduit les opportunités d'endettement. Nous en concluons que les performances macro-économiques ont tendance à limiter, dans une certaine mesure, les contraintes liées aux besoins en capitaux extérieurs. Les investissements directs ou de portefeuille encourageant l'épargne globale et la compétitivité économique affectent positivement les finances publiques.

Le niveau de la population est positivement corrélé à l'endettement de la Côte d'Ivoire. La croissance démographique représente une variable importante des motifs d'endettement. La pression démographique tend à encourager l'endettement, le taux de croissance démographique réduisant en effet la richesse de la nation (PIB par tête). Les charges sectorielles de l'Etat en matière d'éducation, de santé et de formation deviennent de plus en plus importantes. L'Etat est alors amené à contracter des prêts sectoriels pour renforcer ses capacités financières à investir dans ces secteurs, face à une population de plus en plus jeune et exigeante. Dans les années 90, le secteur éducatif représentait une part importante du budget national. Cette charge a eu pour conséquence le recours au secteur privé et aux collectivités locales pour la création d'établissements dans tous les ordres d'enseignement et surtout le rattachement des enseignants. Pour les politiques publiques, la question démographique s'inscrit comme une variable pertinente de leur intervention pour réduire durablement la dette.

La dégradation des termes de l'échange tend à amplifier le processus d'endettement. En effet, l'économie de la Côte d'Ivoire est tributaire des recettes d'exportation des produits de base, notamment du café et du cacao. Les fluctuations des cours internationaux ont été telles que les termes de l'échange se sont détériorés et ont immédiatement conduit à un fléchissement des recettes en devises, dégradant ainsi sa situation financière et économique.

La variable LM n'est pas statistiquement significative et a tendance à faire baisser l'endettement, contrairement à nos hypothèses et aux conclusions des travaux de Ojo. Nous pourrions conclure que la variable des importations n'est pas une variable pertinente pour le processus d'endettement de la Côte d'Ivoire. En principe, les importations détériorent la balance commerciale avec une diminution importante du ratio réserves/importations.<sup>5</sup> Le revenu national devrait s'en trouver diminué par le jeu de l'effet multiplicateur du commerce extérieur, ce qui entraîne une augmentation de l'endettement extérieur pour son financement. Des controverses ont montré qu'il ne s'agissait que de possibilités et que le résultat final des implications des importations dépendaient notamment de l'élasticité des importations et des exportations par rapport aux prix et aux revenus.

Certains facteurs plausibles et non économiques liés à des biais bureaucratiques (déficiences administratives), à des considérations d'ordre politique, au poids de la sous-région, aux conflits socio-politiques et à la gouvernance pourraient expliquer en partie l'endettement extérieur de la Côte d'Ivoire. C'est que certains pays ont en effet contracté leur dette extérieure à un moment où les recettes d'exportation étaient paradoxalement abondantes et où leurs balances commerciales étaient pour le moins excédentaires. Le cas de la Côte d'Ivoire est assez révélateur de ce point de vue-là. La dette extérieure du pays a quadruplé entre 1976 et 1980, alors que les exportations connaissaient en même temps une forte croissance (elles sont multipliées par 1,6 environ).

## 7 Recommandations

Ces présentes recommandations s'adressent aux pouvoirs publics des pays (débiteurs) ainsi qu'à la communauté financière internationale (créanciers). Nous ne faisons que réitérer la responsabilité et l'engagement tant de la communauté financière que des pays débiteurs maintes fois réaffirmés dans d'autres consultations de la communauté financière internationale. Elles ont pour objectif de créer un environnement propice ou de jeter les bases d'un endettement tolérable sur le long terme. Pour cela, nous prenons en compte l'ensemble du processus de développement dans toute sa complexité, tout en sachant que les politiques, les institutions, les facteurs exogènes et la gestion interne de la dette interviennent généralement dans cette problématique.

L'examen des recommandations met l'accent sur les cadres d'actions et de stratégies, à savoir sur *l'allègement du service de la dette extérieure et l'additionnalité des financements, sur le cadre adéquat pour stimuler la croissance économique et sur la réduction de la précarité des exportations*. Toutes ces interventions sont liées mais chacune peut revêtir des interventions bien spécifiques.

Pour ce qui est de l'allègement du service de la dette extérieure et de l'additionnalité des financements, il convient de faire appel à *la responsabilité des bailleurs de fonds et à la concessionnalité* des capitaux extérieurs octroyés aux pays très endettés. En effet, les créanciers surtout multilatéraux doivent veiller à ce que la panoplie d'instruments de

---

<sup>5</sup> Indicateur utile des besoins de réserves dans les pays dont l'accès aux marchés des capitaux est limité; il mesure efficacement le niveau des réserves en proportion de la taille et du degré d'ouverture de l'économie.

financement en vigueur corresponde à la capacité de service de la dette des pays débiteurs. Toutefois, la solidité et la solvabilité des créanciers doivent être préservées afin d'assurer la pérennité de leurs opérations. Les financements extérieurs accordés aux PPTE doivent être assortis de conditions suffisamment concessionnelles ou revêtir la forme de dons. *L'importance de la gestion de la dette et la transparence* doivent être réaffirmées et mises effectivement en pratique par les pays débiteurs. Leur peu d'intérêt à pour la gestion de la dette et des emprunts explique fortement l'accumulation excessive des dettes extérieures. Les pays allouent les fonds empruntés à des emplois sans se préoccuper de leur impact sur les activités économiques. La transparence doit résider dans l'information des acteurs coordonnant les politiques budgétaires et monétaires, surtout dans le suivi des politiques nationales devant être ajustées aux chocs extérieurs. La communauté des bailleurs de fonds doit respecter le caractère additionnel (*additionnalité*) de leur appui financier et technique. Les nouveaux financements pour le développement devraient venir s'ajouter aux efforts déjà en cours notamment l'Initiative PPTE et autres transferts dans le cadre de l'aide publique au développement (APD) comme d'emblée, le stipule l'un des principes de cette initiative.

Le deuxième niveau de recommandations s'appuie sur les actions et les stratégies à mettre en œuvre pour stimuler la croissance économique. Il s'agit essentiellement de *la bonne gestion macro-économique et du renforcement des investissements privés*. En effet, la mise en œuvre des politiques macro-économique et structurelle intégrant les politiques commerciales, fiscales et sectorielles contribuent à un environnement stable pour l'activité économique. Ces réformes économiques influencent davantage les incitations à investir. Il est reconnu que les pays qui entreprennent de bonnes politiques macro-économiques et ayant des structures économiques favorables au fonctionnement du marché peuvent connaître une croissance économique relativement souple et stable. *L'amélioration et la création d'infrastructures économiques et sociales* s'avèrent nécessaire pour cibler des sources potentielles et redynamiser la croissance.

L'accroissement du volume des exportations est plus que jamais nécessaire pour résoudre durablement les problèmes liés aux questions des recettes en devises des pays débiteurs. Les pays doivent améliorer significativement leur capacité d'exportation et leur aptitude à exporter. Le besoin d'une croissance dynamique des exportations pour renforcer leurs capacités de paiements extérieurs et disposer de ressources supplémentaires passe en partie par la *diversification des exportations*. Ceci permettrait de ne pas subir le domination des deux produits (cacao et café) et d'être moins vulnérables, comme l'est aujourd'hui la Côte d'Ivoire. En outre, les *exportations doivent être mieux rémunérées* sur les marchés des matières premières par la participation active des PPTE au processus d'intégration économique sous-régionale et internationale. Ainsi, les partenaires commerciaux doivent élargir l'accès des PPTE aux marchés américains, européens et asiatiques. Le recul des PPTE dans le commerce extérieur est aussi dû aux perturbations commerciales entraînées par les conflits socio-politiques.

Au total, comme tout travail scientifique notre étude pourrait comporter des limites parfois inhérentes à l'exploitation des données socio-économiques, surtout de source secondaire. C'est pourquoi nos recommandations et interprétations doivent être analysées avec mesure.

## Conclusion

La fragilité des économies de la plupart des pays pauvres très endettés ou PPTTE et leur très faible capacité de remboursement sont manifestes (Annexe Table 5). Le ralentissement du processus économique, l'endettement excessif et les incertitudes des systèmes politiques constituent en grande partie les éléments du nouveau cheminement du développement. La grande leçon des années d'endettement est l'existence d'un lien étroit et pervers entre développement et endettement. Le financement international a influencé profondément les économies qui en bénéficient, et ce bien au-delà du simple engagement à respecter les échéances du service de la dette. En guise de conclusion, nous terminerons notre réflexion par les leçons à tirer des décennies ayant suivi l'éclatement de la crise d'endettement et par des réflexions personnelles pour cerner les erreurs passées.

- Les emprunts contractés devraient être analysés sérieusement, notamment sous l'angle de leur incidence actuelle et future sur le budget de l'Etat. Car il est inconcevable d'emprunter alors que les activités entreprises ne présentent qu'un impact diffus ou aléatoire sur la croissance, sans générer en contrepartie de ressources budgétaires : *Problème d'emploi et coordination de l'aide extérieure.*
- La crise de la dette n'est d'abord qu'une question de solvabilité, avant d'être un besoin en liquidité. De nombreux observateurs et analystes avaient cru que les pays débiteurs avaient un problème de liquidité et non de solvabilité et les stratégies officielles avaient donc consisté à consentir de nouveaux prêts pour qu'ils surmontent leur problème temporaire de liquidité (Plans Brady et Baker) : *Problème de distinction (liquidité/solvabilité).*
- Le financement extérieur des investissements dans les PPTTE doit être de source officielle. Les créanciers privés ne sont pas des intermédiaires efficaces pour le financement des investissements à long terme, lesquels sont pourtant indispensables pour les pays pauvres : *Problème de choix des créanciers.*
- La répétition des négociations et des opérations de rééchelonnement des Clubs de Paris et de Londres peuvent aggraver les problèmes des débiteurs, surtout si elles s'accompagnent de capitalisation des intérêts. Ces opérations alourdissent le fardeau de la dette assortie des taux d'intérêt du marché : *Détérioration constante de la situation financière.*
- Lorsqu'il est peu probable qu'un pays débiteur devienne solvable dans un avenir prévisible et qu'il existe un cadre convenu d'ajustement à moyen terme, tout ou partie de ses obligations pour les 2 ou 3 années à venir peut bénéficier d'un rééchelonnement assorti d'un taux comparable au coût des crédits AID : *Concessionnalité.*
- Le succès de l'Initiative PPTTE réside dans sa capacité à créer les conditions de liquidité et de solvabilité durables des pays qualifiés bénéficiant des financements extérieurs. Un fort endettement qui ne s'accompagne pas d'investissements productifs reste désastreux tant pour les créanciers que pour les emprunteurs : *Conditions de réussite de l'Initiative.*



- La crise de l'endettement a fait nettement ressortir l'importance d'une gestion efficace de la dette. Il s'agira de tâches telles que la tenue de registres précis et à jour de tous les engagements extérieurs, l'information complète sur l'échelonnement et le montant des obligations du service de la dette, la capacité de prévoir l'effet des décisions d'emprunt sur l'endettement global et la capacité de tirer parti des divers instruments de financements : *Problème de gestion de la dette*.
- Le renforcement des capacités institutionnelles et la bonne gouvernance apparaissent aujourd'hui nécessaires pour que les PPTE surmontent les contraintes liées au problème fondamental de l'endettement. *Leur cadre institutionnel et réglementaire* influe sur l'efficacité du secteur privé. En effet, l'Etat de droit (le pouvoir judiciaire et la police) et la réduction de la corruption sont autant de facteurs qui accordent le droit à l'égalité des chances et pour lesquels la pleine participation de la société au développement reste très sensible.

### Références bibliographiques

- Ajayi, S. (1997). 'An Analysis of External Debt and Capital Flight in the Severely Indebted Low Income Countries in Sub-Saharan Africa'. IMF Working Paper WP 97/68. Washington, DC : IMF.
- Banque Africaine de Développement (1998). 'Statistiques choisies sur les pays africains', volume XVIII. Abidjan.
- Banque mondiale (1998/99). 'African Development Indicators'. Washington, DC : World Bank.
- Banque mondiale (1999). 'World Debt Tables'. Washington, DC : World Bank.
- Banque mondiale (1999). 'International Financial Statistics Yearbook'. Washington, DC : World Bank.
- Banque mondiale (1999a). *Global Development Finance*. Washington, DC : World Bank.
- Barro. R. J. (1974). 'The Ricardian Approach to Budget Deficits', *Journal of Economic Perspectives*, 3 : 37-54.
- Borensztein, E. (1990). 'Debt Overhang, Debt Reduction and Investment : The Case of Philippines'. IMF Working Paper WP/90/77, September. Washington, DC : IMF.
- Boubonnais, Régis (1998). 'Econométrie'. Paris : Universités francophones.
- Buchanan, J. (1989). 'Public Debt'. *Palmgrave Encyclopedia of Economics*, 4 : 1045.
- Carlson, John A., Aasim M. Husain, and Jeffrey A. Zimmerman (1997). 'Debt Reduction and New Loans : A Contracting Perspective'. Washington, DC : FMI.
- Clark, John, and Eliot Kalter (1992). 'Innovations récentes en matière de restructuration de la dette'. *Finance et Développement*, Septembre : 6-8. Washington, DC.
- Cuddington, John T. (1996). 'Analysing the Sustainability of Fiscal Deficits in Developing Countries'. Georgetown : Economics Department, Georgetown University.

- Eichengreen, Barry, and Richard Portes (1986). 'Debt and Default in the 1930 : Causes and consequences'. *European Economic Review*, 559-640.
- FMI (1998). 'External Debt Histories of Ten Low-Income Countries : Lessons from Their Experience'. IMF Working Paper 98/72. Washington, DC : IMF.
- Frenkel, Jacob A., and Mickael P. Dooley (eds) (1989). *Analytical Issues in Debt*. Washington. DC : FMI.
- Greff, Xavier (1970). 'Problèmes budgétaires contemporains'. Paris : PUF.
- Krugman, P. (1988). 'Financing vs Forgiven a Debt Overhang : Some Analytical Notes'. *Journal of Development Economic*, 29.
- Laffargue, Jean-Pierre (1987). 'Croissance et endettement externe'. *Revue d'économie politique*, 4. Paris.
- Lancaster, Carol, and John Williamson (eds) (1996). *African Debt and Financing* Washington, DC : Institute for International Economics.
- Masood, Ahmed et Lawrence Summers (1992). 'Le point sur la crise de la dette, dix ans après'. *Finance et Développement* (FMI) : 2-5. Washington, DC : FMI.
- Nations Unies (1987). 'Le financement du redressement de l'Afrique'. Washington, DC.
- Ojo, Kenneth O. (1989). 'Debt Capacity Model of Sub-Saharan African : Economic Issues and Perspectives'. *Development Policy Review*, 7.
- Pierre, J., et Marc R. (1993). 'La nouvelle politique économique en Afrique'. Paris : Universités francophones, 237-51.
- Raffinot, Marc (1991). 'Dettes extérieures et ajustement structurel'. Paris : Universités francophones, EDICEF/AUPELF,
- Sachs, J. (1988). 'The Debt Overhang of Developing Countries', in Guillermo A. Calvo, Ronald Findlay, Pentti Kouri, and Jorge Braga de Macedo (eds), *Debt, Stabilization and Development : Essays in Memory of Carlos Díaz-Alejandro*. Oxford and Cambridge, MA : Blackwell, 80-102.
- Wolf, Martin (1999). 'Les sept mythes de l'annulation de la dette'. Problèmes économiques traduit de Financial Times, Paris, 17-18.

## Annexe

### R1 : Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LDPIB,2)

ADF Test Statistic	-6.982395	1 % Critical value*	-3.7856
		5 % Critical value	-3.0114
		10 % Critical value	-2.6457

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

LS//Dependent Variable is D(LDPIB,3)

Sample (adjusted) : 1979-99

Included observations : 21 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDPIB(-1),2)	-2.308955	0.330682	-6.982395	0.0000
D(LDPIB(-1),3)	0.595154	0.195457	3.044939	0.0070
C	-0.018880	0.040591	-0.465121	0.6474
R-squared	0.813104	Mean dependent var		0.025379
Adjusted R-squared	0.792338	S. D. dependent var		0.404607
S. E. of regression	0.184379	Akaike info criterion		-3.24995
Sum squared resid	0.611924	Schwarz criterion		-3.10074
Log likelihood	7.326818	F-statistic		39.1551
Durbin-Watson tat	2.088767	Prob (F-statistic)		0.00000

### R2 : Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(BFPIB,2)

ADF Test Statistic	-3.501020	1 % Critical value*	-3.7856
		5 % Critical value	-3.0114
		10 % Critical value	-2.6457

\* MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

LS//Dependent Variable is D(BFPIB,3)

Sample (adjusted) : 1979-99

Included observations : 21 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(BFPIB(-1),2)	-1.243873	0.355289	-3.501020	0.0026
D(BFPIB(-1),3)	0.078468	0.232544	0.337434	0.7397
C	0.048056	1.017313	0.047238	0.9628
R-squared	0.579354	Mean dependent var		-0.025714
Adjusted R-squared	0.532616	S. D. dependent var		6.818033
S. E. of regression	4.661182	Akaike info criterion		3.210102
Sum squared resid	391.0791	Schwarz criterion		3.359319
Log likelihood	-60.50378	F-statistic		12.39568
Durbin-Watson stat	2.028889	Prob (F-statistic)		0.000412

R3 : Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(RESID,2)

ADF Test Statistic	-6.179495	1 % Critical Value*	-3.8304
		5 % Critical Value	-3.0294
		10 % Critical Value	-2.6552

\*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

LS//Dependent Variable is D(RESID,3)

Sample (adjusted) : 1981-99

Included observations : 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(RESID(-1),2)	-2.429090	0.393089	-6.179495	0.0000
D(RESID(-1),3)	0.371426	0.208217	1.783845	0.0934
C	0.208467	1.081110	0.192827	0.8495
R-squared	0.921295	Mean dependent var		0.530430
Adjusted R-squared	0.911456	S. D. dependent var		15.82236
S. E. of regression	4.708146	Akaike info criterion		3.242528
Sum squared resid	354.6662	Schwarz criterion		3.391649
Log likelihood	-54.76384	F-statistic		93.64479
Durbin-Watson stat	1.979068	Prob (F-statistic)		0.000000

R4 : Johansen Cointegration Test

Sample : 1975 1999

Included observations : 21

Test assumption : Linear deterministic trend in the data

Series : LDPIB LSDEX LM LTEXC TCPIB LPOP

Lags interval : 1 to 1

Eigenvalue	Likelihood ratio	5 % Critical value	1 % Critical value	Hypothesized No. of CE(s)
0.948586	137.3030	94.15	103.18	None *
0.753112	74.97809	68.52	76.07	At most 1 *
0.587596	45.60284	47.21	54.46	At most 2
0.436783	27.00207	29.68	35.65	At most 3
0.383668	14.94617	15.41	20.04	At most 4
0.203678	4.782798	3.76	6.65	At most 5

\* (\*\*) denotes rejection of the hypothesis at 5 %(1 %) significance level

L.R. test indicates 2 cointegrating equation(s) at 5 % significance level

Unnormalized cointegrating coefficients					
LDPIB	LSDEX	LM	LTEXC	TCPIB	LPOP
-1.243829	0.924544	0.590720	2.176946	0.074333	4.546267
-2.893259	-0.687948	-0.143159	-0.247616	-0.096993	6.493117
1.375982	-0.840973	-0.157085	-0.182138	0.033144	-3.643426
-0.087177	-0.147495	1.694468	0.583479	-0.070512	1.036583
1.13355 3	-1.616540	-0.186065	-4.042357	0.034820	-3.184814
0.807389	-0.463052	1.782632	-2.878552	-0.028047	-3.175832

Normalized cointegrating coefficients : 1 cointegrating equation(s)						
LDPIB	LSDEX	LM	LTEXC	TCPIB	LPOP	C
1.000000	-0.743305	-0.474920	-1.750198	-0.059762	-3.655059	16.19
(0.12084)	(0.12979)	(0.25747)	(0.01310)	(0.18297)		
Log likelihood	120.0824					

Normalized cointegrating coefficients : 2 cointegrating equation(s)						
LDPIB	LSDEX	LMPIB	LTEXC	TCPIB	LPOP	C
1.000000	0.000000	-0.077614	-0.359339	0.010915	-2.586155	3.32
	(0.09816)	(0.09411)	(0.00715)	(0.08901)		
0.000000	1.000000	0.534513	1.871182	0.095084	1.438042	-17.32
	(0.17398)	(0.16680)	(0.01268)	(0.15776)		
Log likelihood	134.7700					

R4 : Johansen Cointegration Test (suite)

---

Normalized cointegrating coefficients : 3 cointegrating equation(s)

LDPIB	LSDEX	LM	LTEXC	TCPIB	LPOP	C
1.000000	0.000000	0.000000	0.007311 (0.68361)	0.029985 (0.03332)	-2.367549 (0.35224)	0.83
0.000000	1.000000	0.000000	-0.653853 (3.64305)	-0.036245 (0.17758)	-0.067445 (1.87712)	-0.16
0.000000	0.000000	1.000000	4.723993 (6.85888)	0.245700 (0.33433)	2.816559 (3.53411)	-32.10
Log likelihood	144.0704					

---

Normalized cointegrating coefficients : 4 cointegrating equation(s)

LDPIB	LSDEX	LM	LTEXC	TCPIB	LPOP	C
1.000000	0.000000	0.000000 (0.01693)	0.000000 (0.10034)	0.029509	-2.371393	0.87
0.000000	1.000000	0.000000 (0.06633)	0.000000 (0.39309)	0.006339	0.276342	-4.03
0.000000	0.000000	1.000000 (0.05952)	0.000000 (0.35270)	-0.061970	0.332745	-4.12
0.000000	0.000000	0.000000 (0.04209)	1.000000 (0.24941)	0.065129	0.525787	-5.92
Log likelihood	150.0983					

---

Normalized cointegrating coefficients : 5 cointegrating equation(s)

LDPIB	LSDEX	LM	LTEXC	TCPIB	LPOP	C
1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000 (0.11618)	-2.610873	1.50
0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	0.000000 (0.41345)	0.224894	-3.90
0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	0.000000 (0.31911)	0.835667	-5.43
0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	0.000000 (0.23979)	-0.002772	-4.55
0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	1.000000 (2.91437)	8.115540	-21.13
Loglikelihood	155.1800					

---

R5 : Estimation du modèle

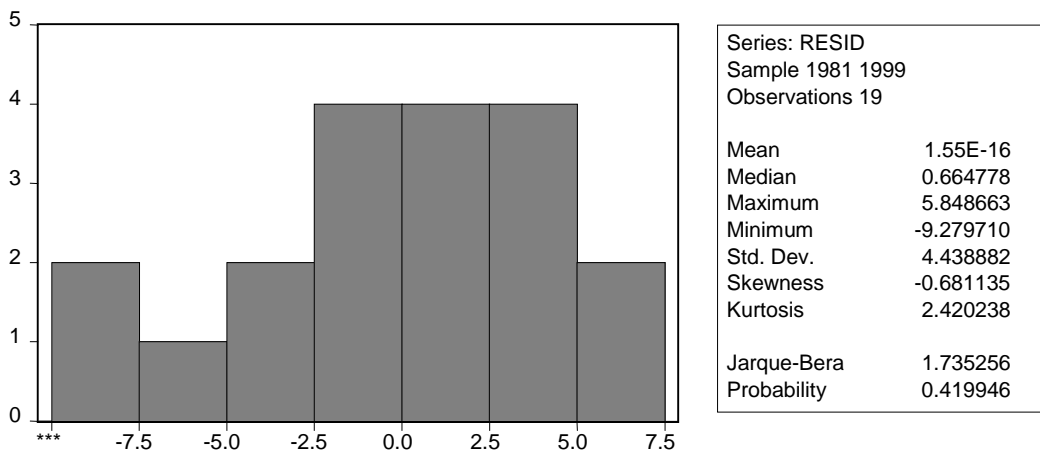
LS//Dependent Variable is LDPIB

Sample (adjusted) : 1975-97

Included observations : 23 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-6.089556	2.460234	-2.475193	0.0241
LSDEX	0.276118	0.140400	1.966648	0.0658
LM	-0.184069	0.227125	-0.810430	0.4289
LTEXC	0.958902	0.345447	2.775825	0.0129
LPOP	2.595420	0.171559	15.12846	0.0000
TCPIB	-0.012596	0.006789	-1.855353	0.0810
R-squared	0.969618	Mean dependent var		4.551046
Adjusted R-squared	0.960683	S. D. dependent var		0.591777
S. E. of regression	0.117341	Akaike info criterion		-4.065883
Sum squared resid	0.234072	Schwarz criterion		-3.769667
Log likelihood	20.12206	F-statistic		108.5099
Durbin-Watson stat	2.012769	Prob (F-statistic)		0.000000

R 6 : Statistiques et test de normalité des résidus



Annexe Table A1  
L'encours de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire en termes nominaux et en valeur présente fin décembre 1997

	Nominal debt at end-1996			NPV debt at end-1996			NPV debt at end-1996 (provisional)		
	US\$ millions	% of total debt	% of public debt	US\$ millions <sup>(1)</sup>	% of total debt	% of public debt	US\$ millions <sup>(1)</sup>	% of total debt	% of public debt
Total public and private external debt	19,522.8	100.0		16,264.6	100.0		16,297.9	100.0	
Total public external debt	16,169.9	82.8	100.0	13,332.3	82.0	100.0	13,002.8	79.8	100.0
Multilaterals (including IMF)	4,167.8	21.3	25.8	3,082.1	18.9	23.1	2,949.7	18.1	22.7
IMF	498.1	2.6	3.1	369.6	2.3	2.8	365.5	2.2	2.8
World Bank Group	2,327.6	11.9	14.4	1,527.7	9.4	11.5	1,476.9	9.1	11.4
IBRD	1,303.1	6.7	8.1	1,206.8	7.4	9.1	1,054.8	6.5	8.1
IDA	1,024.5	5.2	6.3	320.9	2.0	2.4	422.1	2.6	3.2
AfDB Group	854.8	4.4	5.3	839.5	5.2	6.3	800.3	4.9	6.2
Others multilaterals	487.3	2.5	3.0	345.3	2.1	2.6	307.0	1.9	2.4
IFAD	4.0	0.0	0.0	3.6	0.0	0.0	2.2	0.0	0.0
European Investment Bank	166	0.9	1.0	117.7	0.7	0.9	110.2	0.7	0.8
ECOWAS Fund	0.3	0.0	0.0	0.3	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0
Conseil de l'Entente	2.4	0.0	0.0	2.1	0.0	0.0	1.5	0.0	0.0
West African Development Bank	36.4	0.2	0.2	27.6	0.2	0.2	26.0	0.2	0.2
BCEAO	278.2	1.4	1.7	194	1.2	1.5	167.0	1.0	1.3
Paris Club	5,126.8	26.3	31.7	4,227.1	26.0	31.7	4,041.7	24.8	31.1
Post-cutoff date	3,110.3	15.9	19.2	2,681.2	16.5	20.1	2,519.5	15.5	19.4
Pre-cutoff date	2,016.5	10.3	12.5	1,545.9	9.5	11.6	1,522.2	9.3	11.7
London Club	6,831	35.0	42.2	5,974.2	36.7	44.8	5,974.2	36.7	45.9
of which : arrears	6,831	35.0	42.2	5,974.2	36.7	44.8	5,974.2	36.7	45.9
Others creditors <sup>(2)</sup>	44.3	0.2	0.3	48.9	0.3	0.4	37.2	0.2	0.3
Total private external debt	3,352.9	17.2		2,932.3	18.0	22.0	3,295.1	20.2	25.3

Notes : <sup>(1)</sup> Using end-1997 CFA franc-US exchange rate (CFAF 588.8 per US dollar); <sup>(2)</sup> Including debt owed to China and South Africa.

Sources : Ivorian authorities, and staff estimates.



Annexe Table A2  
Indicateurs du fardeau de la dette extérieure de quelques PPTE 1980 à 1993 (%)

		1980	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Mauritania	EDT/XGS	306,1	364,2	430,9	367,6	383,4	450,0	413,10	393,80	436,9	436,0	411,3	479,4
	EDT/GNP	125,5	173,7	195,8	235,1	239,6	247,3	235,10	217,60	223,1	209,1	190,3	245,1
	TDS/XGS	17,3	15,2	20,1	25,3	21,7	26,2	26,50	20,50	30,3	19,4	16,2	27,3
Madagascar	EDT/XGS	235,6	586,5	546,1	693,7	743,8	912,0	986,80	837,70	796,2	907,5	879,1	949,0
	EDT/GNP	30,6	61,8	78,4	91,2	107,6	166,9	180,80	172,40	145,0	178,4	157,4	142,6
	TDS/XGS	17,1	21,0	23,6	43,3	43,5	59,2	58,00	56,60	49,1	33,0	19,1	14,3
Mali	EDT/XGS	227,3	404,3	469,1	480,9	534,4	502,6	487,00	486,50	445,6	460,4	455,9	619,8
	EDT/GNP	45,4	94,2	119,5	120,0	117,0	106,9	104,40	106,00	101,2	109,8	94,0	100,5
	TDS/XGS	5,1	8,3	11,6	17,3	18,9	16,8	18,80	15,10	11,7	5,4	7,7	6,1
Niger	EDT/XGS	132,8	243,2	271,1	379,3	436,9	359,2	395,80	407,60	471,1	454,4	500,4	574,7
	EDT/GNP	34,5	55,7	67,3	86,6	78,2	77,9	78,50	74,40	75,0	70,4	71,4	78,6
	TDS/XGS	21,7	36,8	26,7	33,7	39,0	34,9	39,80	31,30	25,3	25,2	15,8	31,4
Burundi	EDT/XGS	180,1	312,1	338,8	354,4	399,2	679,8	575,20	757,10	927,8	761,1	916,9	1204,8
	EDT/GNP	18,2	28,7	35,7	40,3	48,3	69,8	75,60	81,10	80,6	83,1	94,4	109,8
	TDS/XGS	9,4	14,7	23,1	20,4	24,5	41,3	33,30	36,40	43,4	31,0	35,6	41,0
Côte d'Ivoire	EDT/XGS	204,5	308,1	267,3	304,6	283,1	352,8	378,90	431,50	461,9	524,7	526,3	596,3
	EDT/GNP	76,9	124,8	133,1	154,6	127,7	131,9	133,80	168,60	195,9	217,2	208,5	243,9
	TDS/XGS	38,7	49,6	40,6	44,7	35,1	37,1	31,60	32,40	34,2	37,1	32,3	30,0
Ethiopia	EDT/XGS	134,5	240,1	243,3	285,4	265,3	368,5	423,20	366,60	444,6	557,7	562,7	614,0
	EDT/GNP	20,0	28,7	31,7	42,4	45,6	53,3	57,60	58,70	63,6	63,9	65,7	116,2
	TDS/XGS	7,3	17,8	19,9	22,5	24,9	31,3	40,30	32,80	28,0	18,7	13,5	8,9
Ghana	EDT/XGS	115,2	345,3	314,9	329,1	334,8	361,7	318,80	372,20	383,8	381,4	384,1	377,7
	EDT/GNP	31,6	41,0	44,6	50,3	49,1	66,5	60,70	104,90	62,1	61,8	63,7	76,9
	TDS/XGS	13,1	31,4	22,4	24,3	27,8	45,7	56,60	50,60	35,9	26,5	26,8	22,8
Guinea Bissau	EDT/XGS	0,0	1,216,5	955,2	1,700,3	1,881,5	1,610,2	1,661,50	1,962,30	1,235,7	1,384,8	2,087,7	1,921,3
	EDT/GNP	127,9	114,0	175,8	197,4	272,4	263,7	302,70	262,20	243,6	278,4	296,2	292,0
	TDS/XGS	0,0	33,2	20,7	49,8	41,0	38,4	34,20	41,50	16,9	14,0	23,0	10,0
Kenya	EDT/XGS	154,4	248,9	344,7	313,2	258,9	344,7	313,20	305,90	320,4	317,1	310,3	300,2
	EDT/GNP	48,2	64,8	59,4	69,6	67,7	76,9	72,30	73,80	88,1	94,3	88,6	135,2
	TDS/XGS	19,7	34,9	35,9	38,4	35,7	40,8	41,00	38,00	36,5	33,0	33,1	28,0

Source : World Bank (1999b : World Bank Debt Tables).

Annexe Table A3  
 Dette extérieure de l'ensemble des PPTE, 1980-93 (en millions de dollars)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Burundi	165,7	178,7	227,4	307,8	348,0	455,1	570,5	769,7	800,7	888,7	907,4	963,6	1022,5	1 062,4
C,A,R	194,6	233,5	253,4	259,3	265,2	347,6	469,5	625,8	678,7	609,0	715,6	818,9	839,8	904,3
Côte d'Ivoire	7 444,7	9 109,5	8 945,4	8 843,7	8 565,6	9 638,6	10 547,2	12 572,0	12 573,9	14 055,7	16 613,5	17 557,2	17 986,5	19 137,0
E, Guinea	75,6	92,4	116,9	122,4	116,4	132,2	158,5	195,8	210,6	229,1	241,1	253,7	255,4	268,0
Ethiopia	823,5	1 160,9	1 266,5	1 425,8	1 615,8	2 012,9	2 388,8	2 910,6	3 258,9	3 467,7	3 780,3	4 169,2	4 360,1	4 728,5
Ghana	1 398,5	1 539,0	1 469,2	1 650,4	1 947,1	2 237,9	2 742,5	3 280,2	3 075,8	3 332,0	3 798,7	4 248,6	4 311,4	4 589,8
Guinea	1 109,8	1 352,4	1 348,3	1 329,7	1 240,0	1 454,8	1 754,9	2 063,5	2 256,1	2 166,7	2 468,8	2 628,1	2 657,0	2 864,1
G, Bissau	134,1	140,6	158,2	186,4	240,7	305,5	334,5	437,9	467,1	512,3	605,4	650,7	659,6	691,7
Kenya	3 393,5	3 233,4	3 375,0	3 637,8	3 520,8	4 201,0	4 724,2	5 897,1	5 901,0	5 901,8	7 126,4	7 156,7	6 691,3	6 993,2
Libéria	685,7	813,4	902,2	1 005,2	1 075,6	1 242,7	1 436,4	1 680,5	1 658,6	1 689,5	1 855,4	1 953,7	1 922,4	1 925,3
Madagascar	1 222,6	1 577,1	1 923,2	2 132,5	2 316,0	2 746,0	3 339,1	3 990,8	4 091,3	3 980,1	4 226,4	4 476,1	4 495,9	4 593,8
Mali	731,9	834,5	879,0	991,8	1 243,9	1 468,2	1 756,1	2 067,1	2 038,8	2 145,2	2 471,6	2 590,1	2 590,3	2 650,3
Mauritania	843,0	966,9	1 138,9	1278,5	1 322,5	1 485,1	1 755,4	2 057,8	2 081,6	2 004,7	2 142,9	2 235,3	2 138,3	2 203,3
Mozambique	0,0	0,0	0,0	202,0	1 194,1	2 705,6	3 318,6	4 043,4	4 201,4	4 527,2	4 770,0	4 716,9	5 185,7	5 263,1
Niger	862,9	1 021,8	957,5	949,5	955,8	1 208,2	1 448,3	1 697,4	1 742,0	1 587,1	1 819,9	1 609,6	1 651,6	1703,7
Nigeria	8 933,9	12 136,1	12 953,7	18 539,5	18 536,9	19 549,9	23 402,6	30 654,9	31 245,8	31 977,8	34 537,2	34 436,0	30 958,7	32 530,9
Rwanda	189,8	196,5	218,3	242,3	291,4	366,7	452,3	606,0	654,5	644,3	736,2	833,3	873,6	910,1
S,T, & Principe	23,5	34,4	37,8	43,8	54,0	62,7	79,0	97,7	109,3	136,1	152,8	198,0	216,9	254,0
Sierra Leone	435,5	563,5	616,3	636,2	616,1	722,7	858,7	1 017,9	1 023,2	1 065,1	1 157,2	1 249,4	1 264,6	1 388,1
Somalia	659,7	1 055,9	1 221,8	1 410,5	1 498,0	1 640,0	1 800,9	2 010,8	2 114,3	2 160,4	2 370,2	2 449,3	2 446,6	2 501,9
Sudan	5 163,2	6 191,9	7 216,3	7 600,4	8 612,4	9 127,2	9 869,8	11 562,8	11 933,4	13 843,8	15 303,0	15 833,8	16 084,7	16 561,7
Tanzania	2 967,8	3 082,9	3 349,1	3 559,8	3 766,7	4 212,3	4 896,5	5 846,0	6 078,5	6 004,2	6 877,50	7 176,5	7 304,0	7 660,6
Uganda	702,5	717,0	782,1	1 014,9	1 070,4	1 238,8	1 422,1	1 940,4	1 974,4	2 253,5	2 658,70	2 877,1	3 032,00	3 055,5
Zambia	3 261,1	3 620,3	3 688,4	3 781,0	3 792,7	4 575,8	5 744,8	6 625,8	6 840,1	6 709,4	7 242,60	7 286,5	6 943,00	6 787,9
Zaïre	403,70	669,4	1 039,9	1 532,1	2 032,5	2 915,0	3 658,5	4 488,9	4 525,9	4 770,0	5 089,80	5 070,3	5 336,30	5 290,4
Total	41 826,8	49 521,9	54 184,8	62 683,5	66 245,6	76 052,5	88 929,7	109 140,8	111 535,9	116 761,4	129 678,6	133 441,6	131 228,1	136 519,6

Source : World Bank (World Bank Debt Table, various years).

Annexe Table A4  
Evolution de l'encours de la dette extérieure publique à moyen et long terme (non compris les arriérés), 1989-93  
(en millions de francs CFA)

		1989	1990	1991	1992	1993
25	I CREANCIERS OFFICIELS	1 600 585,04	1 814 939,81	1 982 577,95	2 137 165,99	2 281 881,73
	A, Créanciers bilatéraux	901 106,75	1 043 234,32	1 177 092,92	1 280 643,98	1 390 629,11
	Dont : France	498 102,95	607 703,39	702 584,32	783 638,62	853 475,79
	Etats-Unis	58 466,70	57 421,54	67 982,58	73 884,32	66 307,06
	Grande Bretagne	24 742,69	28 697,06	30 333,74	27 615,02	25 394,93
	Japon	10 600,97	19 213,83	26 472,25	28 624,04	33 490,60
	B, Créanciers multilatéraux	699 478,29	771 605,13	805 485,03	856 522,01	891 252,62
	Dont : Banque mondiale	72 008,93	505 678,32	491 701,40	528 205,58	532 018,45
	FMI	97 714,59	103 121,40	98 301,16	72 722,32	58 523,32
	BEI/FED	40 362,54	41 236,84	46 895,55	49 927,66	7 754,88
	BAD/FAD/FSN	79 539,89	112 923,13	159 242,86	199 824,12	238 352,82
	II CREANCIERS PRIVES	597 132,80	419 575,99	304 449,91	211 757,86	126 659,21
A, Etablissements fin. Privés	592 906,52	416 491,42	303 084,77	210 937,42	123 988,01	
B, Autres	4 226,28	3 084,57	1 365,14	820,44	2 671,20	
TOTAL	2 197 717,84	2 234 415,80	2 287 027,86	2 348 923,85	2 408 540,94	

Source : Autorités ivoiriennes; CAA (13.9.94)

Annexe Table A5  
Ratio service de la dette payée/service de la dette due 1989-93

	1989	1990	1991	1992	1993
Burundi	1.03	1.01	1.03	0.89	0.85
Central African Republic	0.63	0.62	0.47	0.39	0.23
Côte d'Ivoire	0.50	0.51	0.58	0.59	0.59
Equatorial Guinea	0.29	0.26	0.16	0.19	0.16
Ethiopia	0.88	0.54	0.33	0.26	0.25
Ghana	0.94	0.98	0.92	1.04	0.97
Guinea	0.39	0.64	0.58	0.29	0.37
Guinea-Bissau	0.24	0.22	0.16	0.16	0.09
Kenya	1.03	1.04	0.93	0.88	0.71
Libéria	0.04	0.01	0.09	0.02	0.29
Madagascar	0.65	0.61	0.39	0.18	0.16
Mali	0.71	0.45	0.17	0.26	0.19
Mauritania	0.52	0.71	0.49	0.34	0.35
Mozambique	0.26	0.10	0.14	0.12	0.19
Niger	0.68	0.60	0.68	0.37	0.55
Nigeria	0.36	0.58	0.57	0.60	0.36
Rwanda	1.11	0.97	1.00	1.89	0.21
S. T. & Principe	0.42	0.28	0.22	0.28	0.18
Sierra Leone	0.07	0.18	0.20	0.16	0.40
Somalia	0.19	0.04	0.00	0.00	
Sudan	0.03	0.03	0.02	0.05	0.03
Tanzania	0.47	0.42	0.35	0.40	0.26
Uganda	0.59	0.53	0.53	0.49	0.89
Zaire	0.37	0.29	0.14	0.08	0.03
Zambia	0.28	0.18	0.73	0.54	0.58

Source : World Bank (World Debt Tables 1994-95).

Annexe Table A6  
Programme de restructuration de la dette officielle bilatérale de la Côte d'Ivoire, 1984-96

No. of rescheduling	Date of agreement	Amount consolidated (US\$ millions)	Consolidation period (in months)	Terms :	
				Grace (in years)	Maturity (in years)
I	5/4/1984	230	13	4.0	8.5
II	6/25/1985	213	12	4.0	8.5
III	5/27/1986	370	36	4.1	8.6
IV	12/17/1987	567	16	5.8	9.3
V	12/18/1989	934	16	7.8	13.3
VI	11/20/1991	806	12	8.0	14.5
VII	3/22/1994	1,849	38	London terms	

Source : Paris Club; and IMF staff estimates.

Annex Table A7  
Balance des paiements de la Côte d'Ivoire 1990-94 (en milliards de francs CFA )

	1990	1991	1992	1993 Rév.	1994 Proj.
Balance commerciale	353,3	284,1	258,8	307,7	724
Dont : Exportations FOB	817,5	768,3	751,7	784,9	1530,8
Dont : Cacao	224,3	249,8	254,4	235,4	559,0
Café	77,9	87,3	54,2	58,8	139,0
Importations FOB	484,2	-482,2	-482,8	-457,2	-806,6
Services (net)	-591,9	-653,7	-511,9	-526,6	-819,1
Crédit	162,2	150,9	152,6	159,6	237,6
Revenu des facteurs	12,0	5,0	5,1	5,2	7,4
Autres services	150,2	145,9	147,5	154,4	230,2
Débit	-754,1	-704,6	-664,5	-686,2	-1056,7
Revenu des facteurs	-400,2	-421,0	-406,1	-415,8	-565,3
Dont : Intérêts échus (gouvernement)	-248,5	-284,8	-272,9	-301,0	-361,7
Autres services	-353,9	-283,6	-258,4	-270,4	-491,4
Transferts sans contrepartie (net)	-74,9	-51,7	-57,9	-57,5	-146,7
Privés	-136,5	-103,7	-100,4	-90,5	-176,3
Publics	61,6	52,0	42,5	33,0	29,6
Balance courante	-313,5	-321,3	-311,0	-276,4	-241,8
Capitaux non monétaires	-85,0	-56,5	-94,5	-54,0	-196,1
Emprunt officiel à long et moyen terme	-16,7	-94,2	-93,6	-51,1	-248,6
Tirages	233,1	166,4	151,8	172,8	80,0
Amortissements du gouvernement	-237,5	-243,9	-230,3	-209,7	-309,2
Amortissement parapublics	-12,3	-16,7	-15,1	-14,2	-19,4
Autres capitaux	-68,3	37,7	-0,9	-2,9	52,5
Banques commerciales	-49,0	-6,6	10,8	11,8	90,0
Autres dépôts	-19,3	44,3	-11,7	-14,7	-37,5
Balance globale (déficit-)	-398,5	-377,8	-405,5	-330,4	-437,9
Financement	398,5	377,8	405,5	330,4	437,9
Réserves officielles nettes (augmentation-)	40,9	-14,2	62,2	-25,0	-253,8
Compte d'opérations	31,5	2,5	86,5	-10,9	-296,6
FMI, net	0,1	0,0	-24,3	-14,1	54,6
Autres avoirs :	9,3	-16,7	0,0	0,0	-11,8
Arriérés de paiements (réduction-)	234,6	236,5	246,5	355,3	-828,7
Rééchelonnement obtenu	123,0	155,4	96,6	0,0	583,0
Autres financements exceptionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	501,1
Remise de dette	0,0	0,1	0,2	0,1	234,3
Ecart de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
POUR MEMOIRE					
Compte d'opération en fin d'année	-328,4	-330,9	-417,4	-408,5	-109,9
Arriérés de paiement en fin d'année	741,8	978,3	1224,8	1580,1	0,0
Balance courante en % du PIB	-11,8	-11,9	-11,6	-10,5	-6,5
Ratio du service de la dette en % du PIB	51,3	60,2	60,2	58,3	41,0
Service de la dette payée en % des exportations	13,3	15,0	20,5	18,4	42,9
PIB nominal	2693,0	2690,2	2881,0	2635,0	3744,0
Taux de change CFA/DOLLAR (moyenne annuelle)	272,3	282,1	264,7	283,2	557,2

Source : Autorités ivoiriennes et projections de la BCEAO et du FMI.